



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 166 du 22 novembre 2020

Au sommaire :

- **Face au bloc réactionnaire autour des lois liberticides, un bloc démocratique, de classe, du monde du travail et de la jeunesse** - Galia Trépère
- **« Hold-up » sur les consciences ! Contre les manipulations complotistes et obscurantistes, la lucidité de la lutte de classe démocratique** - Bruno Bajou

Face au bloc réactionnaire autour des lois liberticides, un bloc démocratique, de classe, du monde du travail et de la jeunesse

« Sans loi, Benalla, Avec loi Bena pas là », « Floutage de gueule », « Nous baisserons nos téléphones quand vous baisserez vos armes », l'humour était au rendez-vous des manifestations hier, dans tout le pays, la jeunesse aussi, massivement, aux cris de « Liberté, Liberté », consciente que le gouvernement met au point un arsenal législatif qui a pour objectif d'étouffer la contestation et de mettre au pas la population et qui est d'ailleurs dénoncé en tant que tel aussi bien par la Ligue des droits de l'homme, la Défenseure des Droits que l'ONU.

Vendredi, l'article 24 de cette loi, légèrement modifié par le gouvernement, avait été voté par 146 députés contre 24. Il punit d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende la diffusion, « dans le but manifeste qu'il soit porté à son atteinte à son intégrité physique ou psychique », de l'image d'un policier ou d'un gendarme. Le mardi à Paris, la police avait avec zèle anticipé la promulgation de la loi en expulsant de manière violente des journalistes qui faisaient leur travail en photographiant ou filmant après l'ordre de dispersion de la manifestation. L'article 24 de la loi sur la Sécurité globale est le plus connu mais l'ensemble de la loi comme celle sur le « séparatisme » devenue loi « confortant les principes républicains », qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, fait peser des soupçons sur l'ensemble de la population musulmane, représentent un pas de plus dans les atteintes aux libertés et aux droits démocratiques, dans la continuité d'un régime d'exception unique en Europe mis en place après les attentats du 13 novembre 2015.

Pas de démocratie sans contrôle de la population sur la police

Par un tour de passe-passe plutôt minable, la loi sur la Sécurité globale fait l'objet d'une procédure accélérée

parce qu'elle a été déposée par des députés et non par le gouvernement. Elle est ainsi dispensée entre autres d'une « étude d'impact » par le conseil d'État.

L'un des deux députés LREM auteurs de la loi, Jean-Michel Fauvergue, a été patron du RAID de 2013 jusqu'en mars 2017. Le 18 novembre 2015, il avait dirigé l'attaque de l'appartement à Saint-Denis où s'étaient retranchés un des terroristes du Bataclan, un de ses complices et sa cousine. Une centaine de policiers ou gendarmes avaient tiré plus de 1500 coups de feu lors de cette opération contre 11 du côté des terroristes qui n'ont d'ailleurs pas été tués par la police mais par leur ceinture d'explosifs. Il s'était fait aussi remarquer en déclarant le 30 avril 2019 sur France 5 qu'il fallait « oublier l'affaire Malik Oussekin », cet étudiant battu à mort par des policiers voltigeurs à l'issue d'une manifestation contre la réforme Devaquet dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986. « Oublier », se libérer autrement dit de la peur de tuer des manifestants.

Concernant l'article 24 de la loi sur la Sécurité globale interdisant de diffuser des images de policiers dans un but malveillant, il a expliqué à l'Assemblée qu'il s'agissait de protéger les policiers, d'éviter « leur mise en pâture sur les réseaux sociaux » alors que les policiers sont déjà protégés par le code pénal et la loi sur la presse de 1881. Darmanin, et d'autres dont Nadine Morano de LR, ont cité en exemple les « policiers de Magnanville qui ont été égorgés devant leur enfant de six ans parce qu'on les a reconnus ». Sauf que cet assassinat monstrueux commis par un terroriste se réclamant de l'État islamique en juin 2016 n'a aucun rapport avec les photos. L'assassin avait eu l'adresse des policiers par d'autres biais. Aucun des défenseurs de la loi n'a trouvé d'exemple probant de cette « intention de nuire » qu'il y aurait derrière la diffusion de photos ou vidéos.

Par contre des photos et vidéos de journalistes indépendants, manifestants, passants ont permis de faire la preuve auprès des tribunaux de violences policières. Par exemple celles à l'origine de la mort de Cédric Chauviat, ce livreur interpellé par trois policiers le 3 janvier 2020 et mort étouffé sous le poids de l'un d'eux ou celles exercées contre Geneviève Legay, une militante d'Attac de 73 ans, jetée à terre et grièvement blessée le 23 mars 2019 par une charge policière jugée « disproportionnée » par le commandant d'un escadron de gendarmerie lui-même présent sur les lieux.

Dans ses autres articles, la loi sur la sécurité globale permet aussi à la police de transmettre directement aux postes de commandement les photos de manifestants prises par des caméras piétons ou par des drones, elle donne la possibilité aux policiers de porter leur arme hors service. Elle donne des pouvoirs « judiciaires » aux polices municipales ce qui leur permettra de constater et verbaliser maints petits délits comme la conduite sans permis, la vente à la sauvette, la revente de drogue, l'occupation de halls d'immeubles, les tags, etc. Une pression policière supplémentaire qui ne résoudra en rien la délinquance produite par la violence sociale, la précarité et l'absence d'avenir dont souffre la jeunesse des quartiers populaires.

L'ONU, saisie par la LDH, a adressé le 12 novembre 2020 à Macron des recommandations concernant la proposition de loi « Sécurité globale ». « *L'information du public et la publication d'images et d'enregistrements relatifs à des interventions de police sont non seulement essentiels pour le respect du droit à l'information, mais elles sont en outre légitimes dans le cadre du contrôle démocratique des institutions publiques* ».

C'est plus que vrai. Elles sont non seulement légitimes mais indispensables tant il est vrai qu'il n'y a pas de démocratie possible sans que la population puisse exercer son contrôle sur la police et les informations diffusées par la presse ou sur les réseaux sociaux sont un moyen d'imposer un minimum de transparence.

Leur République n'est pas la nôtre

Vendredi dernier était adopté définitivement par le Sénat, après, elle aussi, une procédure accélérée, la loi de programmation de la recherche (LPR), une loi contre laquelle se mobilisent depuis des mois enseignants, chercheurs et étudiants. Un amendement ajouté au départ par un sénateur de l'UDI, établit que « *[le] fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité [...] ou y avoir été autorisé par les autorités compétentes, dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement, est passible de sanctions* », 45 000 euros et trois ans d'emprisonnement en cas d'action commise « en réunion ».

Occupations d'amphis ou envahissement de conseils d'administration tombent sous le coup de cette loi. « *La matraque en pleine fac !* » comme le titre *Libération*. Des lieux déjà suspects parce que, selon Blanquer qui s'exprime

de cette manière le 22 octobre sur Europe 1, « *ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme [y] fait des ravages* ».

La prétendue lutte contre le terrorisme islamiste est devenue le paravent d'une entreprise systématique de restriction des libertés démocratiques qui s'est accélérée depuis les lendemains des attentats du 13 novembre 2016. Le projet de loi « *confortant l'esprit républicain* », nouveau nom de la loi « sur le séparatisme », qui doit être présenté en conseil des ministres le 9 décembre s'inscrit dans cette escalade réactionnaire. Sans entrer dans le détail, le projet de loi élargit les moyens des préfets de contrôler, d'interdire, et entend faire entrer au Fichier des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) tous les auteurs d'apologie d'actes de terrorisme.

Le 18 novembre dernier, Darmanin, interviewé avec Dupond-Moretti dans *le Figaro* vante ainsi son action : « *[...] ont été répertoriés, en un mois, 1 856 signalements se rapportant directement à l'assassinat de Samuel Paty et, au total, quelque 270 enquêtes ont été ouvertes pour apologie du terrorisme. Elles ont débouché sur l'interpellation de 210 personnes que l'on a pu identifier. Enfin, sous l'autorité du juge et des libertés, plus de 250 visites domiciliaires [le nouveau nom des perquisitions] ont été menées depuis la tragédie de Conflans. Tout en respectant les lois de la République, la réponse est donc très ferme.* »

Darmanin comme Macron reprennent à leur compte les préjugés les plus réactionnaires qui sont de croire que « l'autorité », l'étalage de la force, l'intervention et le déploiement des policiers seraient efficaces contre le terrorisme. Quel aveuglement ou quel cynisme ! En réalité ils n'ont pas d'autre réponse que sécuritaire parce que leur politique n'est guidée que par la sauvegarde d'un système d'exploitation en faillite, responsable des guerres qui ont ravagé le Moyen-Orient depuis 30 ans, responsable des ghettos pour les pauvres dans les banlieues.

Elargir le vivier de terroristes potentiel, suspecter davantage de monde, perquisitionner à l'aide de déploiements policiers, ne peut aboutir qu'à une chose, permettre aux véritables fondamentalistes qui sont une minorité de recruter plus largement dans les milieux ainsi discriminés. Quel résultat peut-on attendre de gardes à vue opérées sur des enfants de 10 ans qui ont été interpellés parce qu'ils avaient eu des propos monstrueux, sans doute, mais pas réfléchis sur la mort de Samuel Paty, sinon des sentiments de haine à l'égard de la société ?

Leur « *guerre* » contre le terrorisme est surtout pour eux l'occasion de créer un climat favorable à leur politique sécuritaire déployée contre toute la population.

Un bloc réactionnaire soudé par les intérêts des classes privilégiées

Bien qu'elle ne mentionne plus dans son titre ni le « séparatisme » ni « l'islam politique » comme le regrettent nombre de politiciens de droite et d'extrême droite, la loi ne parle que d'une seule religion, l'islam et aucun fanatisme religieux autre que l'islamisme n'est mentionné, intégristes chrétiens terroristes contre le droit à l'avortement,

évangélistes opposés aux conceptions scientifiques... Elle prévoit de réglementer la pratique de l'islam et de contrôler les imams dont certains sont fondamentalistes, certes, en provenance de pays comme l'Arabie saoudite grand allié des Etats-unis et de la France. Se rassemble autour de ces lois une grande partie de la classe politique qui fait assaut de nationalisme, de xénophobie et d'hostilité à l'immigration, un parti de l'ordre et de l'autorité d'autant plus dur à l'égard des pauvres et des contestataires, les « protestataires » comme ils disent, qu'il est complaisant avec la corruption de son monde.

Aux surenchères démagogiques et réactionnaires des Blanquer, Darmanin, Schiappa, répondent celles de la droite.

En juin dernier, l'interdiction de diffuser des images de policiers avait été préconisée sans succès par le député LR Ciotti qui aujourd'hui jubile et s'enhardit contre les « *nervis d'extrême gauche qui ont manifesté devant l'Assemblée nationale* », mardi dernier. « *Sans ordre et sans autorité, on ne vit pas en démocratie* », précise-t-il. Ainsi, le groupe LR veut aller plus loin que la loi de sécurité globale en se prononçant pour l'armement des polices municipales et la généralisation de l'usage de caméras à reconnaissance faciale. Les députés LR réclament le durcissement de la justice y compris celle des mineurs ainsi que la création de 20 000 places de prison. Quant à Le Pen qui n'a pas besoin de dire grand-chose pour récolter la mise de cette compétition, c'est toujours le même refrain raciste et xénophobe contre l'immigration et pour la fermeture des frontières.

De surenchères démagogiques en surenchères xénophobes se constitue un bloc réactionnaire alliant LREM, LR, le RN dans une même volonté d'étouffer la contestation des privilèges des classes possédantes, d'imposer les licenciements, le chômage, la réduction des dépenses de services publics et de protection sociale, toujours plus d'injustices et d'inégalités sociales.

Les composantes de ce bloc réactionnaire bien qu'en concurrence, rivalisent sur le même terrain d'une répression accrue contre les classes populaires au nom de la

lutte contre l'insécurité et d'une démagogie xénophobe, d'un racisme anti-musulman au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste qui a pour fonction d'entretenir un climat de suspicion à l'égard d'une partie de la population et de semer le poison de la division parmi les travailleurs. Ils se positionnent comme le parti de l'ordre contre la contestation, la révolte et l'explosion sociale qui menacent les classes privilégiées et qu'ils redoutent.

Rassembler sur des bases de classe pour nos droits sociaux et démocratiques

Face à cette coalition des partisans de l'ordre établi, face à leur volonté d'imposer leur dictature au service des classes possédantes, il nous faut nous rassembler pour la défense de nos droits démocratiques mais aussi sociaux, la liberté de la presse, d'expression, de réunion, la liberté de manifester sans craindre d'être gazé, mutilé, éborgné mais aussi le droit de vivre dignement, correctement, la fin du chômage et l'augmentation des salaires, toutes choses incompatibles avec la mainmise des multinationales et la propriété privée capitaliste qui exigent une concurrence et une compétitivité sans fin.

C'est la situation elle-même, l'offensive des classes possédantes et de leurs serviteurs politiques qui nous enjoint de sortir de nos routines pour rompre avec les jeux parlementaires et politiques. Il faut faire du neuf, nous dégager des échecs passés et des politiques faillies de la gauche qui une fois au pouvoir se plie à l'ordre social capitaliste pour nous rassembler autour d'un programme défendant les droits et intérêts du monde du travail, un programme pour révolutionner le monde.

La démocratie, la liberté comme les droits sociaux, la garantie d'un revenu digne et d'un travail sont incompatibles avec la dictature du capital et de ses serviteurs. La lutte pour nos droits s'inscrit dans la lutte pour changer le monde, conquérir le pouvoir, la démocratie, le droit de décider par nous-mêmes et pour nous-mêmes.

Galia Trépère

« Hold-up » sur les consciences ! Contre les manipulations complotistes et obscurantistes, la lucidité de la lutte de classe démocratique

Le pseudo-documentaire « *Hold-up* » prétendant révéler un « *plan caché* » derrière la pandémie de Covid-19 a connu un certain succès, avec près de trois millions de vues sur différents supports en une semaine, suscitant de nombreuses interrogations et discussions et déclenchant toute une campagne dans les médias contre le complotisme.

En spéculant sur la défiance qui existe, à juste titre, vis-à-vis du gouvernement et de son traitement policier de la pandémie comme vis-à-vis des multinationales qui ont fait de la santé un business, ce film essaie de faire passer

à coups de contrevérités et de manipulations grossières, l'idée absurde que la Covid-19 aurait été créée volontairement de toutes pièces pour servir les intérêts des puissants. Il reprend les thèses les plus délirantes de l'extrême droite américaine, et fait la part belle à des intervenants proches de la nébuleuse QAnon, un mouvement qui depuis quelques années se développe rapidement à travers les réseaux sociaux en soutenant que Donald Trump mène une guerre secrète contre une secte libérale mondiale composée de pédophiles satanistes...

Et médias et intellectuels de philosopher sur l'arriération populaire alors que ce sont bien les dirigeants du monde capitaliste qui distillent en permanence une démagogie complotiste à grand spectacle, et pas seulement avec des Trump, Bolsonaro, champions des « *fake news* » et autres « *vérités alternatives* »... Ici, le « *séparatisme* » au nom duquel le gouvernement justifie un nouveau tournant sécuritaire n'est jamais que la version soft du « *grand remplacement* » ce délire complotiste de l'extrême droite identitaire affirmant que, par l'immigration, la « *civilisation arabo-musulmane* » est en train de conquérir l'Europe et de détruire son identité avec la complicité de nos élites. Sans oublier Marine Le Pen qui s'identifie à Trump et voudrait s'en inspirer...

Le développement des préjugés complotistes, du conspirationnisme est la conséquence de l'offensive réactionnaire des « *premiers de cordées* » pour opérer un « *Hold-up* » sur les consciences déboussolées d'une large fraction des classes populaires face à la décomposition sociale aggravée par la pandémie.

Le conspirationnisme, nouvelles croyances religieuses à l'ère du capitalisme numérique et mondialisé...

D'ailleurs ceux qui s'indignent de la crédulité populaire face à des théories complotistes reposant sur la croyance en des forces occultes, sont les mêmes qui s'inclinent respectueusement devant un ordre social dont le principal pilier a toujours été la religion, théorie complotiste ultime selon laquelle tout l'univers et la destinée humaine seraient le produit d'une volonté divine unique !

Avec les diverses théories du complot, la religion, ce divin complot a trouvé de nouvelles formes de divagations. Ces dernières jouent finalement le rôle qui a toujours été celui de la religion : donner de fausses explications, apporter de fausses réponses pour obscurcir la réalité sociale, masquer les véritables mécanismes du marché, du capitalisme, de la lutte des classes.

C'est toujours le même obscurantisme sur le fond mais dans une forme modernisée, qui trouve un écho immédiat à travers le monde grâce à Internet, aux réseaux sociaux et à tous les moyens techniques modernes, des techniques dont la puissance mystérieuse subjugué les esprits. Le complotisme, l'obscurantisme sont ainsi devenus les nouvelles croyances religieuses de cette société capitaliste mondialisée interconnectée... un obscurantisme 2.0 !

Face à une réalité insupportable mais qui semble trop complexe pour être comprise, les théories du complot inventent des forces occultes aux pouvoirs surnaturels qui la rendent plus simple sinon à expliquer du moins à accepter. Elles simplifient le monde, instillent de l'irrationnel dans la pensée, discréditent la critique sociale radicale, et au bout du compte distillent l'idée que face à ses forces secrètes toutes-puissantes, il n'y a qu'à espérer un sauveur suprême et renoncer à vouloir changer la société par la lutte collective.

Des théories complotistes... expression du désarroi face à un système en faillite

Le discrédit profond des classes dominantes et de leurs représentants incapables de faire face à la crise généralisée sanitaire, économique, sociale, politique, écologique ne peut que déstabiliser, brouiller les repères dans toute la société. Alors que monte la colère contre les multiples conséquences de cette crise globale, et faute que s'affirme une perspective émancipatrice portée par les luttes sociales, la fuite en avant des classes dominantes pour sauver leur système s'accompagne du développement de toutes sortes d'obscurantisme, d'idées réactionnaires qui alimentent les replis nationalistes ou identitaires, la montée des populismes mais aussi les diverses théories du complot.

Ce complotisme est avant tout le reflet des contradictions d'une société d'exploitation en faillite, dont l'idéologie dominante qui s'étale à travers tous les médias et les réseaux sociaux est celle d'une classe qui voudrait faire passer la défense de ses intérêts de classe minoritaire comme la seule loi possible et qui au nom de cela s'approprie le produit du travail humain au prix de ravages sociaux et environnementaux.

C'est bien cette organisation de la société capitaliste rendue opaque par des intellectuels corrompus qui explique le succès des théories complotistes. La pandémie, les attentats, les guerres, les dérèglements climatiques, le chômage et les inégalités sont autant de drames insupportables devant lesquels la majorité de la population n'éprouve qu'horreur, incompréhension et impuissance. Face à ces drames, les États et leurs gouvernements, comme les dirigeants des multinationales qui mettent le monde en coupe réglée, semblent plus que jamais agir dans l'ombre, sans exposer publiquement les tenants et les aboutissants de leurs actes, parce qu'ils défendent avant tout leurs intérêts de classe minoritaires dominantes. Le décalage flagrant entre le discours officiel des dirigeants, ce mensonge globalisé officiel, et la réalité sociale, ne peut qu'alimenter la méfiance de tous ceux qui réfléchissent un tant soit peu, de ceux qui ne désarment pas de comprendre le monde où ils vivent, mais se sentent dépossédés, incapables de comprendre la marche réelle de la société, de pouvoir diriger leur vie, à cause du cynisme et des mensonges des classes dominantes.

Une telle situation constitue le terreau nourricier pour les thèses les plus farfelues qui conduisent toutes à imaginer que le cours des événements politiques et économiques est déterminé par l'action de forces occultes, qui tirent les ficelles en coulisses et sont en quelque sorte les *deus ex machina* de l'histoire apparente. Cette vision conspirationniste est réactionnaire car elle conduit à croire que l'histoire n'est régie que par des forces secrètes, manipulatrices, toutes-puissantes, et que donc toute tentative de vouloir transformer la société par la lutte sociale et collective est vouée à l'échec, n'a même pas de sens.

Une société d'exploitation et d'oppression, théâtre de multiples complots des classes dominantes dans leur lutte pour le pouvoir...

Comme le souligne Frédéric Lordon : « *la seule ligne en matière de complots consiste à se garder des deux écueils symétriques qui consistent l'un à en voir partout, l'autre à n'en voir nulle part — comme si jamais l'histoire n'avait connu d'entreprises concertées et dissimulées...* » Et de fait si un complot est l'action concertée et dissimulée d'un groupe d'intérêts spécialement puissants et organisés, alors tout au long de l'histoire, les classes dominantes n'ont fait que fomenter des complots pour accéder au pouvoir comme pour s'y maintenir, tout en cherchant à se prémunir des complots de leurs concurrents, et à ne voir dans la révolte des opprimés que d'autres formes de complots. Des complots sans mystère et tout à fait analysables et explicables et... déjouables...

Que ce soit à la tête des États ou dans les conseils d'administration des multinationales, toute l'existence des classes dominantes n'est qu'une succession de complots ou de manœuvres dans le cadre de la concurrence et de l'état de guerre permanent et perpétuel qui en découlent. De loin en loin certains de ces complots sont révélés et font scandale mais sans que cela ne mette fin à cette corruption structurelle qui n'est que le mode de fonctionnement habituel d'une société reposant sur des rapports de forces, d'exploitation, d'oppression. L'économie comme la diplomatie, sous le capitalisme, sont entièrement placées sous le sceau du secret, secret commercial, secret d'État. Les classes dominantes font tout pour que l'ensemble de la population ne puisse exercer son contrôle démocratique sur la marche de leurs affaires, sur les dessous de leur course aux profits.

Pourtant ce complotisme permanent dans la gestion des affaires des classes dominantes n'a rien à voir avec les délires de ceux qui en viennent à croire en l'existence d'une « *vaste* » et « *gigantesque* » conspiration, ourdie par des forces démoniaques dotées d'une puissance quasi transcendante. Non le moteur de l'histoire n'est pas une conspiration secrète ni même d'ailleurs les conspirations et manœuvres des politiciens ou financiers mais bien la lutte des classes qui se déroule sous nos yeux et dont les uns et les autres sont des acteurs qui, le plus souvent, s'ignorent.

...et de complots imaginaires pour dévoyer la révolte des opprimés

Et dans cette lutte de classe permanente, les « *théories du complot* » ont aussi régulièrement servi aux classes dominantes à détourner, dévoyer la colère des opprimés, ou justifier les pires des politiques répressives.

Le complotisme a d'abord été utilisé pour désigner des boucs émissaires. Le cas le plus célèbre et le plus ancien est celui du « *complot juif* ». Né au cours du XVIII^e siècle, il a pris une tout autre dimension avec le « *Protocoles des*

sages de Sion », faux document rédigé par la police secrète du Tsar en 1903 révélant un prétendu plan de conquête des Juifs. Le but était alors d'utiliser l'antisémitisme pour canaliser la contestation naissante au sein du prolétariat russe, et le détourner de la critique du régime. Cette stratégie du bouc-émissaire s'est développée tout au long du XX^e siècle conduisant au fascisme et à la folie des camps d'extermination.

« *Complot judéo-maçonnique* », « *complot communiste* », aujourd'hui « *complot islamiste* », tous les pouvoirs ont utilisé de prétendus complots pour désigner des boucs émissaires à la colère populaire, et pour justifier le renforcement des mesures de répression politique et l'aggravation de l'oppression. Ainsi dans les années 50 aux États-Unis, l'hystérie autour du « *complot communiste* » a servi à pourchasser et réprimer les militants communistes mais aussi à créer un climat de terreur pour étouffer toute forme d'aspirations progressistes.

Non seulement le complotisme gangrène tout l'univers moral des classes dominantes mais c'est aussi un outil politique pour diviser, semer la peur, dominer les esprits des populations, pour masquer la réalité sociale de cette société d'exploitation.

La science et la démocratie pour expliquer et comprendre le monde et la lutte des classes

Trump nourrit le même mépris pour la démocratie que pour la science... assénant dans une fuite en avant paranoïaque mensonges, fake news, dénonciations de complots imaginaires sur tous les réseaux sociaux. Mais sa sinistre mascarade ne parvient pas à masquer le rejet de sa démagogie complotiste réactionnaire qui s'est exprimée dans les élections.

Il n'y a aucun « *complot* » derrière l'exploitation économique, il n'y a qu'un rapport social fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est cette réalité sociale qu'il s'agit de mettre à nu derrière les mensonges des discours officiels, de la morale et des idéologies réactionnaires dominantes.... et pour cela nul besoin d'invoquer une conspiration de forces occultes.

Combattre la folie de cette société, lutter contre les inégalités, l'exploitation, les oppressions, c'est d'abord étudier et faire la critique de la réalité sociale qui les a engendrés, la mettre à nu pour armer la révolte, construire une conscience collective, une conscience de classe qui inscrit ces combats dans le cadre du développement historique.

À tous les délires mystiques ou complotistes, aux superstitions, nous ne pouvons qu'opposer une autre conception du monde et de l'histoire des sociétés humaines, le matérialisme qui se nourrit des avancées des sciences comme de tous les progrès du développement social et qui arme contre les croyances les plus irrationnelles.

Le développement de la société conditionne les évolutions possibles, il indique le sens, la direction du combat à mener non pour démasquer des forces occultes, mais pour l'inscrire comme une possibilité et une nécessité

du développement historique. Expliquer et comprendre la lutte des classes pour être un acteur conscient de ce combat, c'est ce qui permettra de dépasser les contradictions actuelles en créant les conditions de la réappropriation par les hommes des fruits de leur activité, pour leur

permettre de se libérer de tous les obscurantismes et des rapports d'exploitation et devenir pleinement maîtres de leur destinée, de la satisfaction de leurs besoins à travers une planification démocratique, socialiste.

Bruno Bajou